



Pour diffusion immédiate : 03/05/2023

GOUVERNEURE KATHY HOCHUL

LA GOUVERNEURE HOCHUL SIGNE UNE LOIS VISANT À ENDIGUER LE MARCHÉ ILLICITE DU CANNABIS DANS L'ÉTAT DE NEW YORK DANS LE CADRE DU BUDGET DE L'EXERCICE 2024

De nouvelles lois habilent le Bureau de gestion du cannabis et le Département de la fiscalité et des finances à prendre des mesures contre les dispensaires non agréés.

Les sanctions comprennent des amendes pouvant aller jusqu'à 20 000 dollars par jour

L'OCM peut saisir des produits et demander des injonctions pour fermer des magasins illégaux ; le DTF peut émettre des amendes et des pénalités pour des taxes non payées

La gouverneure Kathy Hochul a signé aujourd'hui une nouvelle loi visant à augmenter les sanctions civiles et fiscales pour la vente illicite et sans licence de cannabis à New York, dans le cadre du budget de l'exercice 2024. La loi, proposée pour la première fois par la gouverneure en mars, confère des pouvoirs d'exécution supplémentaires au Bureau de gestion du cannabis et au Département de la fiscalité et des finances pour faire respecter les nouvelles exigences réglementaires et fermer les magasins pratiquant la vente illégale de cannabis.

La gouverneure Hochul a déclaré : « Alors que l'État de New York continue de mettre en place un modèle national de premier plan pour établir son industrie du cannabis, ces mesures d'application essentielles protégeront les New-Yorkais contre les ventes illicites et non réglementées. Les dispensaires non agréés violent nos lois, mettent en danger la santé publique et sapent le marché légal du cannabis. Grâce à ces outils de contrôle, nous ouvrons la voie à des produits plus sûrs, au réinvestissement dans les communautés qui ont subi des années de sanctions disproportionnées, et à de plus grandes opportunités pour les New-Yorkais ».

La législation habilite le Bureau de gestion du cannabis et le Département de la fiscalité et des finances à freiner la vente et/ou le don de cannabis dans les magasins et les camions sans licence dans tout l'État de New York. Plus précisément, cette modification de la loi de l'État permettra au Bureau de gestion du cannabis d'imposer des sanctions civiles aux entreprises de cannabis non titulaires d'une licence, ce qui nuirait à leurs

efforts, avec des amendes pouvant aller jusqu'à 20 000 dollars par jour pour les comportements les plus flagrants. Cette loi fait également de la vente de cannabis et de produits du cannabis sans licence un délit.

En outre, cette loi renforcera la capacité du Bureau de gestion du cannabis à mener des inspections réglementaires des entreprises qui vendent du cannabis et des produits du cannabis, ainsi que des entreprises qui vendent et donnent du cannabis et des produits du cannabis de manière indirecte, telles que les « magasins d'autocollants ». Le Bureau de gestion du cannabis saisira le cannabis et les produits du cannabis non testés dans les entreprises sans licence, et demandera des ordonnances judiciaires, des ordres de fermeture et l'expulsion des locataires commerciaux qui vendent du cannabis et des produits du cannabis sans la licence appropriée.

Le Département de la fiscalité et des finances pourra désormais procéder à des inspections réglementaires des entreprises qui vendent du cannabis afin de déterminer si les taxes appropriées ont été payées et pourra imposer des sanctions civiles dans les cas où les taxes appropriées n'ont pas été payées. La loi établit également un nouveau délit de fraude fiscale pour les entreprises qui omettent délibérément de collecter ou de verser les taxes sur le cannabis requises, ou qui possèdent délibérément du cannabis pour la vente sur lequel la taxe devait être payée mais ne l'a pas été.

Le directeur exécutif du Bureau de gestion du cannabis, Chris Alexander, a déclaré : « Aujourd'hui, l'État a pris une mesure nécessaire pour protéger la santé publique des New-Yorkais et pour soutenir l'industrie du cannabis en pleine croissance dans notre État. Je remercie la gouverneure Kathy Hochul, la chef de la majorité au Sénat Andrea Stewart-Cousins et le président de l'Assemblée Carl Heastie d'avoir démontré leur volonté d'établir le marché du cannabis le plus équitable du pays. La loi adoptée aujourd'hui contribuera à la réalisation de ces objectifs en donnant au Bureau de gestion du cannabis des pouvoirs réels pour fermer les entreprises qui tentent de contourner nos lois et pour veiller à ce que les communautés qui se sont vu promettre des fonds de réinvestissement ne soient pas lésées ».

La commissaire par intérim de l'État de New York chargée de la fiscalité et des finances, Amanda Hiller, a déclaré : « Le renforcement des lois fiscales relatives à l'industrie du cannabis et la mise en place d'une application solide et équitable aideront l'industrie à réussir sur le long terme ».

L'OCM a octroyé 165 licences à ce jour et d'autres devraient être attribuées ce mois-ci lors de la réunion de la Commission de contrôle du cannabis. [Il existe actuellement huit dispensaires](#) et une entreprise de livraison dans l'État, dont des organisations à but non lucratif, des entrepreneurs et une entreprise appartenant à une femme à Manhattan et dans le Queens, des entrepreneurs à Ithaca et à Schenectady, une organisation à but non lucratif à Binghamton et la première entreprise de livraison de l'État à Albany, d'autres dispensaires devant ouvrir leurs portes dans les semaines et les mois à venir. Tous les dispensaires réglementés et titulaires d'une licence doivent afficher l' [Outil de vérification du dispensaire](#) à proximité de leur entrée principale.

Le 18 avril, la gouverneure Hochul [a annoncé le lancement de "Pourquoi acheter légalement dans l'État de New York"](#), pour promouvoir des achats de cannabis plus sûrs, bien informés et légaux auprès des dispensaires agréés de l'État de New York. Cette campagne de sensibilisation du public fournit des informations sur la manière de trouver des dispensaires légaux à New York et des conseils sur la manière de consommer du cannabis en toute sécurité. Le contenu est disponible à l'adresse suivante : <https://cannabis.ny.gov/consumers>.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418